



Conseil économique
et social

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.9/1994/7
2 mars 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DE LA POPULATION
Vingt-septième session
28-31 mars 1994
Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

SUITE DONNÉE AUX RECOMMANDATIONS DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE
SUR LA POPULATION DE 1984

Activités des organisations intergouvernementales et non
gouvernementales relatives à l'exécution du Plan d'action
mondial sur la population

Rapport du Secrétaire général

RÉSUMÉ

Le présent rapport contient un aperçu des diverses activités entreprises dans le domaine de la population, au début des années 90, par huit organisations intergouvernementales et 104 organisations non gouvernementales en vue d'exécuter le Plan d'action mondial sur la population. C'est le quatrième rapport biennal rédigé pour répondre à la demande faite par le Conseil économique et social dans ses résolutions 1986/7 et 1987/72, et dans sa décision 1991/308. Cet aperçu, conforme dans ses grandes lignes au Plan d'action mondial sur la population, fait suite à une brève description des principales caractéristiques des organisations concernées, précisant leur extension géographique, leur nature, leurs ressources professionnelles et financières et leurs rapports avec le système des Nations Unies.

* E/CN.9/1994/1.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 5	3
I. CARACTÉRISTIQUES DES ORGANISATIONS	6 - 20	4
II. CONCLUSIONS	21 - 23	10

Annexes

I. Informations générales sur les organisations qui font état d'une participation à des activités relatives à la population, 1990-1991		12
II. Ressources financières et humaines consacrées par les organisations aux activités de population		15
III. Activités relatives à la population menées par les organisations par secteurs et fonctions du Plan d'action mondial sur la population		19

INTRODUCTION

1. Dans le Plan d'action mondial sur la population, adopté par la Conférence mondiale sur la population en 1974¹, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales ont été invitées à collaborer à la mise en oeuvre du Plan. La Conférence internationale sur la population, qui a eu lieu à Mexico en 1984², a reconnu et salué les efforts déployés par ces organisations et a renouvelé cette invitation. Dans le cadre des activités de suivi, le Conseil économique et social a prié le Secrétaire général de présenter au Conseil, par l'intermédiaire de la Commission de la population, des rapports périodiques sur les activités entreprises par ces organisations en vue d'appliquer le Plan d'action (résolution 1986/7). Le premier de ces rapports a été établi en 1987 (E/CN.9/1987/6), le deuxième en 1989 (E/CN.9/1989/7) et le troisième en 1991 (E/CN.9/1991/10). Le présent document est donc le quatrième rapport présenté à ce titre, et comme les précédents, il a été élaboré par la Division de la population du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques, qui assure les services organiques de la Commission de la population.

2. Les renseignements utilisés aux fins du présent rapport ont été recueillis au moyen d'un questionnaire de quatre pages adressé à neuf organisations intergouvernementales et à 148 organisations non gouvernementales. Les questionnaires ont été envoyés vers la fin de 1992 afin que les résultats de l'enquête puissent être communiqués à la Commission de la population à sa vingt-septième session prévue pour le mois d'août 1993. Compte tenu du cycle biennal des travaux de cette commission, les questions posées concernaient la période biennale 1990-1991. Toutefois, comme il était probable que la vingt-septième session de la Commission soit reportée à 1994, date à laquelle les données portant sur la période 1990-1991 auraient perdu de leur actualité, des questions relatives aux plans et budgets pour 1992 ont été ajoutées au questionnaire. En conséquence, les données ainsi recueillies risquent d'être moins fiables que celles concernant la période 1990-1991, surtout pour les organisations qui ont envoyé leurs réponses avant la fin de 1992.

3. On s'est efforcé d'élargir le champ de l'étude en envoyant le questionnaire à des organisations qui, à en croire leur nom par exemple, étaient susceptibles de mener des activités en matière de population, ne fût-ce qu'accessoirement. Cent trente-quatre des 148 organisations non gouvernementales consultées ont répondu, le taux d'abstention étant le plus élevé parmi les organisations que l'on interrogeait pour la première fois et dont les activités dans le domaine démographique étaient vraisemblablement négligeables. Trente organisations ont répondu qu'elles ne menaient pas d'activités en matière de population. Bien que dans certains cas, cette déclaration ait paru fondée sur une conception excessivement étroite de ce que sont les "activités en matière de population", le Secrétariat a accepté le point de vue de ces organisations. Les 104 organisations restantes qui se considéraient comme actives dans le domaine démographique ont fourni des réponses de qualité variable : 82 organisations ont renvoyé le questionnaire dûment rempli, 13 l'ont assez bien complété, et 9 ont donné des réponses incomplètes.

4. Si l'on compare ces résultats à ceux de la précédente enquête, à laquelle 83 organisations avaient répondu, le taux de couverture a sensiblement augmenté.

Plusieurs organisations ont répondu de mauvais gré, manifestant une certaine exaspération à l'égard des enquêtes, inventaires et analyses diverses que le système des Nations Unies ne cesse d'effectuer à de fréquents intervalles. Pour ces organisations, il s'agit d'exercices superflus et qui, de toute façon, paraît soumettre les déclarants à d'excessives contraintes. Quelques organisations ont même indiqué qu'elles n'avaient pas l'intention de répondre aux enquêtes futures. Compte tenu de ce phénomène de lassitude croissante, ce type d'enquêtes risque de ne plus guère donner de résultats à l'avenir. Certes, on pourrait améliorer la situation dans une certaine mesure en s'efforçant de mieux expliquer l'utilité du processus aux organisations consultées, mais il faudra également veiller à ce que les enquêtes ne donnent pas l'impression de se chevaucher et à ce que les organisations participantes en bénéficient davantage en retour.

5. Le présent rapport donne des principales caractéristiques des organisations intergouvernementales et non gouvernementales intervenant dans le domaine de la population un aperçu fondé sur une synthèse des renseignements disponibles pour chacune des organisations consultées. Le rapport souligne chaque fois que possible les tendances observables à partir des enquêtes précédentes. Un résumé détaillé des informations recueillies sur chacune des organisations est présenté sous forme de tableau dans les annexes I, II et III.

I. CARACTÉRISTIQUES DES ORGANISATIONS

Critères de sélection des organisations

6. Les organisations intergouvernementales sont créées par des groupes de gouvernements en vue de traiter de questions politiques ou économiques découlant de situations historiques ou régionales communes. Les organisations non gouvernementales sont créées lorsque des particuliers ou des groupes décident volontairement de s'associer en vue de poursuivre divers objectifs, qui peuvent être politiques, humanitaires, religieux, professionnels ou purement associatifs. Ces différentes perspectives peuvent conduire une organisation à s'intéresser aux questions et aux activités démographiques, soit qu'elle en fasse sa vocation principale, soit qu'il s'agisse pour elle d'un domaine d'intervention parmi d'autres.

7. Les organisations retenues pour la présente enquête ont été sélectionnées selon les mêmes critères que pour les précédentes. La liste des organisations intergouvernementales comprend les organisations dotées du statut d'observateur permanent auprès de l'Assemblée générale ou qui participent aux travaux du Conseil économique et social et qui mènent des activités en rapport avec les grands thèmes du Plan d'action mondial sur la population. La liste des organisations non gouvernementales a été mise à jour pour prendre en compte les derniers inscrits sur la liste des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social et sur la liste des organisations accréditées auprès du Département de l'information du Secrétariat de l'ONU, ainsi que d'autres organisations figurant dans le Guide des sources d'assistance internationale dans le domaine démographique, 1991 publié par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), ou de quelque manière réputées actives dans le domaine démographique. Conformément à la pratique établie, l'enquête a porté principalement sur des organisations ayant de par

leurs activités une stature internationale excluant les organisations à caractère purement national ou local. Comme précédemment aussi, des sociétés à but lucratif du secteur privé ont été incluses dans l'enquête, alors que les organisations rattachées à des services publics ou à des universités n'ont pas été retenues.

Siège

8. Comme il a été observé précédemment, peu d'organisations non gouvernementales menant des activités du domaine démographique à l'échelle mondiale ont leur siège dans des pays en développement. Selon la présente enquête, il n'en existe que six sur un total de 104. En revanche, 57 organisations – plus de la moitié du total – ont leur siège aux États-Unis. On notera également qu'aucune organisation non gouvernementale de ce genre n'a son siège dans l'un des pays en période de transition économique ou à économie planifiée. Certes, il est possible que certains facteurs comme la proximité géographique ou la visibilité institutionnelle aient influé sur les résultats de l'enquête, mais il reste probable que ces déséquilibres reflètent la réalité de la coopération non gouvernementale "Sud-Sud" et "Est-Sud" dans le domaine de la population. Quant aux organisations intergouvernementales, si deux d'entre elles ont leur siège dans des pays en développement, c'est du fait même de leur caractère régional.

Type d'activités

9. Les organisations ont été invitées à indiquer le type d'activités qui les caractérise le mieux parmi les catégories suivantes : associations professionnelles, fourniture d'une assistance technique, fourniture d'une assistance financière, recherche, analyse et évaluation et information, éducation et communication. Si elles exerçaient plusieurs types d'activités, elles étaient priées de les classer par ordre d'importance. La majorité des organisations ont indiqué qu'elles se livraient à plus d'une activité. Elles ont le plus souvent cité "information, éducation et communication" (79 organisations sur les 104 consultées), confirmant ainsi l'important rôle de promotion attribué aux organisations non gouvernementales dans le domaine de la population. Pour être plus précis, 24 organisations ont classé ce type d'activités en tête de leurs priorités ou comme seul et unique domaine d'intérêt. Les fonctions "recherche et analyse" et "assistance technique" ont été citées comme activités fondamentales par un nombre relativement élevé et presque égal d'organisations (55 et 53 respectivement), soit que ces organisations s'y adonnent entièrement, soit, comme c'est plus souvent le cas, qu'elles y associent d'autres types d'activités. Trente-trois organisations ont indiqué qu'elles fournissaient une assistance financière et 24 qu'elles avaient le statut d'associations professionnelles. Dix-huit organisations ont cité l'assistance technique comme leur principale ou unique mission; les organisations qui se sont définies comme principalement ou exclusivement des associations professionnelles, des fournisseurs d'assistance financière ou des instituts de recherche et d'analyse sont au nombre d'une douzaine environ dans chaque cas. En conclusion, il ressort des réponses au questionnaire que les organisations non gouvernementales ayant des activités en matière de population constituent un groupe très varié aux domaines d'intérêt souvent multiples mais

diversement combinés selon différentes priorités. Elles ont pour principale caractéristique commune la mise en oeuvre d'activités de plaidoyer.

Rapports avec le système des Nations Unies

10. Comme précédemment, l'enquête a cherché en particulier à définir les rapports que les organisations entretiennent avec le système des Nations Unies, au moyen d'une série de questions permettant de cerner les différentes interactions possibles : participation à divers types d'activités des Nations Unies, coopération en matière de financement ou statut consultatif officiel auprès du Conseil économique et social.

11. Les organisations intergouvernementales peuvent bénéficier d'une invitation permanente à participer aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale en qualité d'observateurs. Quatre des organisations intergouvernementales ayant répondu au questionnaire appartenaient à ce groupe. Les organisations non gouvernementales satisfaisant à certaines conditions peuvent obtenir le statut consultatif auprès du Conseil économique et social, auquel cas elles sont classées en différentes catégories en fonction de leurs connaissances des travaux du Conseil. La catégorie I comprend les organisations qui portent de l'intérêt à la plupart des activités du Conseil, qui ont des activités à caractère international et dont les membres présentent une large répartition géographique. La catégorie II comprend les organisations ne s'intéressant qu'à certains domaines d'activité précis du Conseil. Les organisations ainsi susceptibles de contribuer utilement, à l'occasion, aux travaux du Conseil peuvent être inscrites à un fichier en vue de consultations ad hoc. Sur les 104 organisations non gouvernementales auxquelles se réfère le présent rapport, un peu plus de la moitié sont dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social : sept se trouvent dans la catégorie I, 27 relèvent de la catégorie II, et 19 sont inscrites au fichier. Les organisations non dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social sont au nombre de 51. Ce groupe comprend notamment toutes les organisations qui, étant à but lucratif, ne peuvent demander le statut consultatif en vertu du règlement actuellement en vigueur sur la participation des organisations gouvernementales aux travaux des Nations Unies, qui figure dans la résolution 1296 (XLIV). Cela ne met nullement en cause la précieuse contribution qu'apportent ces organisations à l'exécution du plan d'action mondial sur la population, souvent sous la forme de travaux contractuels effectués pour des services publics, notamment des organismes bilatéraux d'aide au développement, ainsi que pour d'autres organisations non gouvernementales ou pour des organismes des Nations Unies. En fait, si les deux organisations non gouvernementales consultées qui disposent des budgets les plus importants (la Fédération internationale pour la planification familiale et le Conseil de la population) sont dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, ce n'est le cas d'aucune des sept organisations qui leur font suite sur la liste des principaux intervenants en matière de population. Il est donc évident que le dispositif institutionnel utilisé par le conseil pour accorder le statut consultatif à des organisations non gouvernementales ne permet pas d'obtenir un échantillon représentatif des principaux intervenants du secteur à l'étude, soit que les organisations en question ne satisfassent pas aux critères fixés par le conseil, soit qu'elles n'aient pas suffisamment de raisons de demander le statut consultatif.

12. Un autre facteur permettant de définir les rapports que les organisations entretiennent avec les Nations Unies est leur degré de participation aux activités du système. L'enquête montre que seule une minorité des organisations non gouvernementales consultées (à savoir 36 sur 104) n'ont participé à aucune activité du système des Nations Unies pendant la période biennale 1990-1991. Toutes les autres ont assisté à des réunions intergouvernementales (48 organisations), participé à des séminaires et réunions techniques (50 organisations), réalisé des études à la demande des Nations Unies (21 organisations) ou servi d'agents d'exécution pour des projets des Nations Unies (17 organisations) en combinant souvent plusieurs catégories d'activités. Neuf organisations ont indiqué qu'elles avaient pris part à ces quatre types d'activités.

13. Les organisations ont également été invitées à préciser avec quels organismes des Nations Unies elles avaient eu le plus de contacts dans le cadre de leurs activités en matière de population. La plupart des organisations non gouvernementales (82 sur 104) ont pu désigner un ou plusieurs organismes des Nations Unies en réponse à cette question. Dans la plupart des cas, l'organisme des Nations Unies avec lequel leurs contacts sont les plus étroits est le FNUAP, cité par 62 organisations, puis l'Organisation mondiale de la santé (40 organisations) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (19 organisations). Six organisations seulement ont mentionné des contacts avec les commissions régionales des Nations Unies alors que le Programme des Nations Unies pour le développement a été cité 12 fois et la Banque mondiale 13 fois. La Division de la population du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques du Secrétariat de l'ONU a été citée par 10 organisations.

Ressources humaines et financières

14. La présente enquête a permis de réunir trois types de données sur les ressources financières allouées aux activités en matière de population : les dépenses engagées pendant la période biennale 1990-1991, les sources de financement et les montants inscrits au budget pour 1992. Quatre-vingt-cinq organisations non gouvernementales ont indiqué le volume de leurs dépenses liées aux questions de population durant la période 1990-1991, ce qui représente un montant total de près de 660 millions de dollars des États-Unis. Sur ces 85 organisations non gouvernementales, 49 avaient fourni les renseignements correspondants pour la période biennale 1988-1989 lors de la précédente enquête. L'analyse des données montre que les dépenses engagées au titre des activités de population par ce groupe d'organisations ont augmenté d'environ 5 %, passant de 503 millions de dollars des États-Unis en 1988-1989 à 530 millions en 1990-1991. Ces chiffres sont loin d'être complets, mais ils reflètent également un certain degré de doubles comptages : tel est le cas, par exemple, lorsqu'une fondation distribue le revenu de sa dotation sous forme de subventions à d'autres organisations non gouvernementales pour l'exécution de projets ponctuels. À titre d'illustration, on peut citer la William and Flora Hewlett Foundation qui, au cours de la période biennale 1990-1991, a accordé des subventions à plus d'une vingtaine d'autres organisations non gouvernementales figurant dans la présente enquête.

15. Quatre-vingt-douze organisations non gouvernementales ont indiqué leurs différentes sources de financement, bien que dans de nombreux cas, ces données concernent le volume total des ressources de l'organisation plutôt que les ressources allouées aux activités en matière de population. La comparaison des réponses fournies lors de la présente enquête et lors des précédentes fait apparaître une instabilité assez peu vraisemblable de la structure des sources de financement de plusieurs organisations non gouvernementales. Gardant présentes à l'esprit ces observations, on peut noter que la plupart des organisations dépendent de plusieurs sources de financement. Les dons privés, parmi lesquels figurent le flux de ressources entre organisations non gouvernementales, sont la source de financement la plus souvent citée, puisque 56 organisations en ont fait mention, en général en association avec d'autres sources. Les fonds publics viennent en deuxième position. Les organisations non gouvernementales qui reçoivent des fonds publics ont tendance à en être largement tributaires : c'est le cas pour 22 organisations qui financent ainsi 80 % ou plus de leurs activités. On citera en particulier les organisations à but lucratif qui assurent l'exécution de projets d'assistance technique à la demande d'organismes bilatéraux de développement.

16. Soixante-dix organisations non gouvernementales ont pu indiquer d'une part les dépenses allouées aux activités de population pendant la période biennale 1990-1991 et, d'autre part, les montants inscrits sous la même rubrique à leur budget pour 1992. Pour ce groupe d'organisations, les budgets de 1992 ont atteint environ 377 millions de dollars des États-Unis, soit une augmentation de 16 % par rapport à la moyenne annuelle enregistrée en 1990-1991, qui s'élevait approximativement à 324 millions de dollars. Ces chiffres indiquent que les montants alloués par les organisations non gouvernementales aux activités en matière de population ont continué de progresser régulièrement en termes réels, bien que, dans certains cas, les montants inscrits au budget de 1992 représentent des prévisions qui ont pu ne pas se confirmer ultérieurement.

17. Les 87 organisations non gouvernementales qui ont répondu à la question sur les ressources humaines affectées aux activités en matière de population ont indiqué qu'elles employaient au total l'équivalent de 1 291 spécialistes à plein temps à leurs sièges et de 1 568 autres sur le terrain. Ces chiffres demeurent assez incertains, car les organisations n'ont pas toutes évalué avec la même rigueur combien parmi leur personnel devaient être considérés comme des spécialistes travaillant à plein temps à des activités à caractère démographique. Certaines organisations à structure lâche de type fédératif ont éprouvé des difficultés pour estimer les ressources humaines appropriées affectées à ces activités par leurs affiliées. Ce qui frappe dans ces statistiques, c'est l'importance des écarts entre organisations en ce qui concerne le rapport des ressources disponibles du nombre des spécialistes employés et, en particulier, le contraste qui existe entre, d'une part, les organisations aux effectifs composés de nombreux travailleurs bénévoles opérant sur la base de maigres budgets et, d'autre part, les grandes fondations privées où un très petit état-major de spécialistes – constitué parfois d'une ou deux personnes seulement – gère un programme démographique de plusieurs millions de dollars. Ces disparités sont une autre illustration de la diversité de situations et de perspectives qu'on peut observer parmi les organisations non gouvernementales du secteur à l'étude.

Activités en matière de population classées en fonction des thèmes du Plan d'action mondial sur la population

18. Les thèmes du Plan d'action mondial sur la population, tels qu'ils figurent dans les recommandations adoptées par la Conférence de Mexico, se classent dans deux catégories. La première comporte neuf éléments de fond ou secteurs, à savoir : a) développement socio-économique, environnement et population; b) rôle et condition de la femme; c) élaboration de politiques démographiques; d) croissance démographique; e) morbidité et mortalité; f) procréation, famille et planification familiale; g) répartition de la population et migrations internes; h) migrations internationales et i) structure démographique. La deuxième catégorie comprend sept activités ou fonctions qui peuvent être mises en oeuvre dans le cadre de chacun des secteurs susmentionnés, telles que : j) recherche, collecte et analyse des données; k) études d'évaluation; l) prestation directe de services; m) conseils et orientation; n) formation; o) diffusion d'informations et p) sensibilisation du public. Comme il a été noté précédemment³, ces secteurs et fonctions peuvent être présentés sous forme de matrice avec, par exemple, les secteurs en abscisse et les fonctions en ordonnée. Il serait certainement très intéressant de pouvoir montrer comment les efforts non gouvernementaux et intergouvernementaux en matière de population ont peut-être tendance à se concentrer sur certains secteurs d'activités et, dans chacun de ces secteurs, sur des fonctions particulières. Toutefois, une analyse aussi détaillée dépasserait de beaucoup ce que la plupart des organisations considèrent raisonnable et suffisant aux fins de leur propre comptabilité. Il a donc été jugé plus rationnel de recueillir des données sur les secteurs et les fonctions pris séparément, comme lors des enquêtes précédentes.

19. Quatre-vingt-quatre organisations non gouvernementales ont indiqué la répartition de leurs activités par secteur du Plan d'action mondial sur la population. La plupart des organisations travaillent dans plus d'un secteur : 16 de ces organisations seulement semblent concentrer toutes leurs activités dans un secteur unique, à savoir, à deux exceptions près, procréation, famille et planification familiale. Onze organisations ont indiqué qu'elles intervenaient dans chacun des neuf secteurs du Plan. Un nombre à peu près égal a déclaré travailler dans deux, trois, quatre ou cinq secteurs. Le secteur le plus fréquemment cité reste "procréation, famille et planification familiale" (64 organisations non gouvernementales sur 84). Les secteurs généraux comme "rôle et condition de la femme" et "développement socio-économique, environnement et population" se classent respectivement en deuxième (55 mentions) et troisième positions (49 mentions). Ce sont les migrations (qu'elles soient internes ou internationales) et surtout les questions de structure démographique par âges qui intéressent le moins grand nombre d'organisations, ces secteurs n'ayant été cités que par un quart environ d'entre elles. Cette composition des priorités correspond de très près aux résultats de la précédente enquête, confirmant derechef ce trait caractéristique du secteur non gouvernemental dans son ensemble, à savoir un certain manque d'intérêt pour les questions relatives à la répartition géographique et aux migrations.

20. Soixante-quinze organisations non gouvernementales ont donné des informations sur la répartition de leurs activités par fonction du Plan d'action mondial sur la population. Seules 10 organisations ont déclaré qu'elles se

spécialisaient dans un seul domaine. Un nombre encore plus faible (cinq en l'occurrence) ont affirmé mettre en oeuvre chacune des sept fonctions du Plan. La plupart des organisations se consacrent à un nombre variable de fonctions entre ces deux extrêmes. La fonction la plus fréquemment citée est la diffusion d'informations (58 organisations sur 75). Cela confirme la grande importance que les organisations non gouvernementales attachent à leur rôle de plaider, comme il a précédemment été indiqué. La deuxième fonction la plus fréquemment citée, et qu'ont mentionnée 40 organisations, est "recherche, collecte et analyse des données". "Conseils et orientation" est la fonction la moins souvent mentionnée (19 organisations seulement).

II. CONCLUSIONS

21. En ce début de l'année 1994, il est possible de compléter et de juger avec plus de recul les observations relatives aux activités menées par les organisations au cours de la période biennale 1990-1991, en tenant compte de l'importante évolution intervenue en 1992 et 1993. La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue en juin 1992, et les préparatifs de la Conférence internationale sur la population et le développement, qui doit avoir lieu en septembre 1994, ont considérablement encouragé les organisations non gouvernementales à agir dans le domaine démographique et renforcé leur volonté de collaboration avec le système des Nations Unies. Pour illustrer ce point, il suffit de noter qu'à l'occasion de la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence internationale sur la population et le développement, plus de 300 organisations non gouvernementales avaient demandé l'autorisation de participer à la Conférence et à ses préparatifs, et que 400 autres organisations devaient demander leur accréditation auprès du Comité préparatoire à sa troisième session. En outre, de nombreuses organisations non gouvernementales qui sont dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social et qui n'avaient donc pas à demander d'accréditation spéciale ont également participé aux préparatifs.

22. La Conférence internationale sur la population et le développement devrait avoir un impact profond et durable sur les stratégies, les priorités et les dispositifs institutionnels en matière d'activités démographiques à tous les niveaux. Parmi les grandes lignes directrices qui se sont dessinées tout au long des préparatifs de la Conférence figurent la reconnaissance croissante du rôle joué par le secteur non gouvernemental dans les domaines de la population et du développement et la conscience accrue parmi les différents intervenants de la nécessité d'encourager et de stimuler les initiatives des organisations non gouvernementales et leur participation à la formulation et à l'application des politiques et des programmes démographiques. Il est probable que l'intensification de la collaboration entre gouvernements et organisations non gouvernementales permettra également de renforcer le dialogue et la collaboration entre les organisations non gouvernementales et les organisations intergouvernementales, y compris le système des Nations Unies.

23. Les modalités applicables à l'avenir par les Nations Unies pour le suivi des travaux des organisations non gouvernementales et intergouvernementales dans le domaine démographique devraient être réexaminées en tenant compte des résultats de la Conférence. Une expérience considérable a été accumulée tout au long des quatre enquêtes sur la contribution des organisations non

gouvernementales et intergouvernementales à l'exécution du Plan d'action mondial sur la population. Par exemple, une importante leçon à en tirer est qu'il ne faut pas demander au secteur non gouvernemental d'établir des rapports à intervalles trop rapprochés. Il faut aussi réfléchir davantage aux choix méthodologiques sur lesquels reposent les pratiques de suivi. Il faudrait se demander en particulier s'il est souhaitable de suivre également les activités des établissements universitaires et des organisations non gouvernementales dont les activités démographiques sont de portée nationale ou locale. Il est clair que la méthode d'enquête actuellement utilisée, qui exclut ces organisations, ne tire parti que d'une fraction des activités menées par les organisations non gouvernementales au niveau national. Cela dit, tout élargissement de la portée de l'enquête aurait des incidences financières considérables. La Commission de la population souhaitera peut-être formuler quelques conseils préliminaires sur ces questions à la Conférence internationale sur la population et le développement.

Notes

¹ Rapport de la Conférence mondiale sur la population, Bucarest, 19-30 août 1974 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.XIII.3).

² Rapport de la Conférence internationale sur la population, Mexico, 6-14 août 1984 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.84.XIII.8 et rectificatifs), chap. I, sect. B.

³ "Activités des organisations intergouvernementales et non gouvernementales relatives à l'exécution du Plan d'action mondial sur la population : rapport du Secrétaire général" (E/CN.9/1991/10).

Annexe I

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LES ORGANISATIONS QUI FONT ÉTAT D'UNE PARTICIPATION
À DES ACTIVITÉS RELATIVES À LA POPULATION, 1990-1991

Organisation	Siège	Pourcentage des activités relatives à la population	Statut auprès de l'ECOSOC	Participation aux activités du système des Nations Unies	Nature des activités					
					AP	AT	AF	RA	IEC	
<u>Organisations intergouvernementales</u>										
1	Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	..	Permanent	..						
2	Commission des Communautés européennes	0,4	Permanent	ABD		2	1		X	X
3	Conseil de l'Europe	0,5	Permanent	B	X					X
4	Organisation internationale pour les migrations	80	Permanent	ABCD	1		2			3
5	Ligue des États arabes	2,7	Permanent	AB					X	X
6	Organisation de coopération et de développement économiques	..	Permanent	ABC	X				X	X
7	Organisation de l'unité africaine	16	Permanent	AB					2	1
8	Organisation des États américains	1	Permanent	—	1		3			2
<u>Organisations non gouvernementales</u>										
1	Africare, Inc.	5	Néant	Néant		1				2
2	Alan Guttmacher Institute	100	Néant	AB				1		2
3	American College of Nurse-Midwives	30	Néant	Néant				3		4
4	Associated Country Women of the World	20	II	AB			X			X
5	Association for Population/Family Planning Libraries (APLIC)	100	Néant	Néant	X					X
6	Association pour l'étude du problème mondial des réfugiés	100	II	AB					X	
7	Association of Voluntary Surgical Contraception	92	Néant	ABCD		1	4	3		2
8	Batelle Memorial Institute	0,5	L	Néant					X	
9	CARE	10	L	Néant						X
10	Centre for Population Options, International Centre on Adolescent Fertility	100	Néant	B		1	4	3		2
11	Centre for Development and Population Activities (CEDPA)	90	L	ABD		1	3	4		2
12	Centro de Estudios de Poblacion (CENEP)	100	Néant	Néant		2		1		3
13	Church World Service & Witness	5	Néant	Néant		3				2
14	Comité international de coopération dans les recherches nationales en démographie (CICRED)	100	L	AB	2	3		1		
15	Commonwealth Medical Association	50	L	A	1	3				2
16	DKT International (The D.K. Thyagi Fund)	90	Néant	Néant		X				
17	DUAL Incorporated	10	Néant	Néant		X				
18	Family Health International (FHI)	50	Néant	ABC	2	1				
19	Family Planning International Assistance (FPIA)	100	Néant	Néant	1				2	3
20	Ford Foundation	15	Néant	AB			X			
21	Foster Parents Plan International (ex-Plan International)	2	L	Néant						X
22	Friedrich Ebert Foundation	..	L	Néant				X		
23	General Service Foundation	33	Néant	Néant						X
24	Global Committee of Parliamentarians (GCPPD)	100	II	A						X
25	Hewlett Foundation, William and Flora	20	Néant	Néant				X		
26	Indian Council of South America	60	L	ABCD				X		X
27	Inter-American Statistical Institute	5	II	B					X	

	Organisation	Siège	Pourcentage des activités relatives à la population	Statut auprès de l'ECOSOC	Participation aux activités du système des Nations Unies		Nature des activités					
					AP	AT	AF	RA	IEC			
28	International Association of Gerontology (IAG)	Mexique	15	L								X
29	International Catholic Committee of Nurses (CIC/AMS)	Belgique	100	L		1						2
30	International Confederation of Christian Family Movement	É.-U.	..	II		5	2	1	4			3
31	International Confederation of Midwives	R.-U.	100	L		1	3	5	4			2
32	International Council on Management of Population Programmes (ICOMP)	Malaisie	100	II					1			2
33	International Federation for Family Life Promotion (IFFLP)	É.-U.	75	Néant		2			1			3
34	Fédération internationale des associations de personnes âgées	France	30	I		4	1	5	3			2
35	International Federation of Gynecology and Obstetrics (IFGO)	R.-U.	40	L						X		
36	Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	Suisse	30	I		3	1					2
37	International Federation on Ageing	É.-U.	100	II								X
38	International Geographical Union	France	100	Néant								X
39	International Health Society	É.-U.	50	Néant			X	X				X
40	International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA)	Autriche	5	Néant		1		3				2
41	International Institute for Vital Registration and Statistics	É.-U.	100	II			1					2
42	Organisation internationale des sciences chimiques pour le développement	É.-U.	25	Néant			X		X			
43	International Planned Parenthood Federation (IPPF)	R.-U.	100	I		X						X
44	International Projects Assistance Services (IPAS)	É.-U.	100	Néant			1					2
45	International Research Institute for Reproduction	Allemagne	100	Néant					X			X
46	International Social Security Association	Suisse	20	I		1						2
47	International Statistical Institute (ISI)	Pays-Bas	10	II								2
48	International Union for the Scientific Study of Population (IUSSP)	Belgique	100	II					X			
49	Union internationale des organismes familiaux	France	..	I		1	4		2			3
50	International Women's Health Coalition	É.-U.	100	Néant		1						2
51	Japanese Organization for International Cooperation in Family Planning (JOICFP)	Japon	100	Néant			X					X
52	Jessie Smith Noyes Foundation	É.-U.	18	Néant				X				
53	John Snow, Inc. (JSI)	É.-U.	40	Néant			1		2			3
54	MacArthur Foundation, John D. and Catherine T.	É.-U.	6	Néant				X				
55	Institut de développement des macrosystèmes	É.-U.	25	Néant			X		X			
56	Management Sciences for Health	É.-U.	25	Néant			1		2			
57	Marie Stopes International	R.-U.	100	Néant			X					
58	Mellon Foundation, Andrew W.	É.-U.	9	Néant				X				
59	National Audubon Society	É.-U.	0,5	L		2						1
60	National Centrum voor Ontwikkelingssamenwerking	Belgique	..	Néant		1		4	3			2
61	National Council for International Health	É.-U.	28	L			X		X			X
62	Organisation internationale pour le progrès industriel, spirituel et culturel	Japon	3	II			X		X			X
63	Organization of Islamic Capitals and Cities	Arabie saoudite	70	II			1	2	3			4
64	OXFAM	R.-U.	8	II			4	1	3			2
65	Pan African Institute for Development	Cameroun	70	II		X			X			X
66	Association parlementaire pour la coopération euro-arabe	Belgique	1	L					1			2
67	Partners of the Americas	É.-U.	2	Néant			2	3				1
68	Pathfinder International	É.-U.	100	Néant			2	1	3			4

	Organisation	Siège	Pourcentage des activités relatives à la population	Statut auprès de l'ECOSOC	Participation aux activités du système des Nations Unies		Nature des activités			
					AP	AT	AF	RA	IEC	
69	Population Action International (ex-Pop. Crisis Committee)	É.-U.	100	L			3	2	4	1
70	Population Communication	É.-U.	100	Néant						X
71	Population Communications International (PCI)	É.-U.	100	L			3	2	1	
72	Population Concern	R.-U.	100	Néant						X
73	Population Council, The	É.-U.	100	II			3	2	1	
74	Population Institute, The	É.-U.	100	L			2	3	1	
75	Population Reference Bureau (PRB)	É.-U.	100	Néant			2	4	1	3
76	Population Resource Centre	É.-U.	100	Néant			2			1
77	Population Services International	É.-U.	50	Néant			3	2	1	
78	Programme for Appropriate Technology in Health (PATH)	É.-U.	60	L			1	3	2	
79	RAND Population Center	É.-U.	100	Néant			2		X	
80	Research Triangle Institute (RTI)	É.-U.	10	Néant			2		1	3
81	Rockefeller Foundation, The	É.-U.	12	Néant				X		
82	Salvation Army, The	R.-U.	..	II			X			
83	Save the Children	É.-U.	10	Néant			1			2
84	Sierra Club	É.-U.	1	Néant						X
85	Simon Population Trust, The	É.-U.	100	Néant				1	3	2
86	Société internationale pour le développement	R.-U.	100	Néant			1			
87	Transnational Family Research Institute (TFRI)	Italie	25	I					3	2
88	Union des cités capitales ibéro-américaines	É.-U.	90	Néant			3	1	2	
89	Unitarian Service Committee of Canada	Espagne	75	II			X		X	
90	University Research Corporation	Canada	..	Néant			X	X		
91	World Assembly of Youth (WAY)	É.-U.	40	Néant			1	2	3	
92	World Association of Girl Guides and Girl Scouts	Danemark	60	I			2			1
93	Fédération mondiale des femmes méthodistes	R.-U.	..	II						X
94	Association médicale mondiale	Irlande	..	II						X
95	Organisation mondiale du mouvement scout	France	5	II						X
96	World Organization of the Ovulation Method/Billings (WOOMB International)	Suisse	20	II			1	2	3	
97	World Population Society (WPS)	Australie	100	Néant						X
98	World Resources Institute (WRI)	É.-U.	100	II			3	4	2	1
99	Union mondiale des organisations féminines catholiques	É.-U.	5	II			X		X	
100	Worldview International Foundation	France	..	II			1			2
101	Zero Population Growth	Sri Lanka	10	Néant			2	3	1	
102		É.-U.	100	Néant					2	1

Note : Deux points (..) indiquent que l'organisation n'a pas fourni de données au titre de cette rubrique.

Nature des activités : AP, association professionnelle; AT, fourniture d'assistance technique; AF, fourniture d'assistance financière; RA, recherche, analyse et évaluation; IEC, information, éducation et communication.

Participation aux activités du système des Nations Unies : A, réunions intergouvernementales; B, réunions techniques; C, études faites à la demande d'organisations du système des Nations Unies; D, exécution de projets des Nations Unies.

RESSOURCES FINANCIÈRES ET HUMAINES CONSACRÉES PAR LES ORGANISATIONS AUX ACTIVITÉS DE POPULATION

Organisation	Montant consacré aux activités de population (en milliers de dollars)	Financement selon la source					Équivalent personnel à plein temps		Budget 1992 (en milliers de dollars)
		BO	FNUAP	Divers	Siège	Hors Siège			
<u>Organisations intergouvernementales</u>									
1	60 000*	..	..	..	..	..	..	..	..
2	900	100	—	—	—	4	..	..	33 000
3	423 217	8	0,5	91,5	20	1,5	..	..	300
4	670	30	32	38	5	1	..	..	..
5	9 000*	..	..	..	2	0	..	..	..
6	400	45	—	55	39	1	0,5	..	5 000
7									
8									55

Organisation	Montant consacré aux activités de population (en milliers de dollars)	Financement selon la source							Équivalent personnel à plein temps		Budget 1992 (en milliers de dollars)
		CM	FG	NU	DP	FD	VS	Siège	Hors Siège		
<u>Organisations non gouvernementales</u>											
1	1 500	90	10	10	..	..	..	..	..	..	1 000
2	8 308	7	1	82	4	6	..	..	..	..	4 750
3	1 971	24	24	15	30	7	..	..	..	..	..
4	45	..	..	10	90	..	..	..	..	..	..
5	5	75	..	..	..	25	..	..	..	..	3
6	32 231	87	3	10	100	..	..	..	..	..	..
7	1 087	100	..	..	..	..	..	..	..	..	23 048
8	3 700	99	1	85	5	..	..	..	..	..	3 350
9	7 374	65	13	22	..	..	..	..	..	..	1 900
10	1 000	40	..	..	..	..	..	..	..	..	5 490
11	2 000	50	50	100	..	..	..	..	..	..	500
12	800	50	50	100	..	..	..	..	..	..	2 000
13	35	100	..	..	..	..	..	..	..	..	300
14	5 000	100	..	..	..	..	..	..	..	..	130
15	6 300	100	..	..	..	..	..	..	..	..	3 000
16											3 451
17											..

Organisation	Montant consacré aux activités de population (en milliers de dollars)	Financement selon la source							Équivalent personnel à plein temps			Budget 1992 (en milliers de dollars)
		CM	FG	NU	DP	FD	VS	Siège	Hors Siège			
18 Family Health International (FHI)	23 000		93		5		2	82	1		14 000	
19 Family Planning International Assistance (FPIA)	7 988		30		70			17	26		4 600	
20 Ford Foundation	11 400					100		2	9		18 000	
21 Foster Parents Plan International (ex-Plan International)	..		50		50			0,2	10		..	
22 Friedrich Ebert Foundation	2 000*		98		1		1		0		..	
23 General Service Foundation	1 000*					100		1,3	0		550	
24 Global Committee of Parliamentarians (GCPPD)	2 200		33	33	34			3	2		1 750	
25 Hewlett Foundation, William and Flora	14 000					100		1	0		6 515	
26 Indian Council of South America	13*	79			21			6	5		9	
27 Inter-American Statistical Institute	3	100						0	0		..	
28 International Association of Gerontology (IAG)	5*	100						4	..		..
29 International Catholic Committee of Nurses (CIC/AMNS)	35*	x			x	x			..		50	
30 International Confederation of Christian Family Movements	16	30			70			..	..		..
31 International Confederation of Midwives	73	80				20		..	..		30
32 International Council on Management (ICOMP)	2 650		55	43	2			4	0		1 200	
33 International Federation for Family Life Promotion (IFFLP)	918	2	82		16			4	1		650	
34 Fédération internationale des associations de personnes âgées	..	..	..	..	..	..	..	2	..		..
35 International Federation of Gynecology and Obstetrics (FIGO)	..	..	..	..	..	..	..	..	..		..
36 Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	..	..	..	..	..	..	..	..	..		..
37 International Federation on Ageing	800*	5			85	10		3	0		400	
38 International Geographical Union	66		53	47				0,5	2		..	
39 International Health Society	..	x			x			..	..		..
40 International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA)	1 900		80	5			15	12	0		400	
41 International Institute for Vital Registration and Statistics	180			90		10		1,5	0		90	
42 Organisation internationale des sciences chimiques pour le développement	200			100				1	15		85	
43 International Planned Parenthood Federation (IPPF)	150 861		90	2	1		7	139	173		81 100	
44 International Projects Assistance Services (IPAS)	4 500				100			34	6		2 400	
45 International Research Institute for Reproduction	80*	10			90			1	0		35	
47 International Statistical Institute (ISI)	500	x	x					2,5	0		0	
48 International Union for the Scientific Study of Population (IUSSP)	3 176	11	48	22	12		7	4	..		1 399	
49 Union internationale des organismes familiaux	..	x						..	..		..
50 International Women's Health Coalition	3 500		2		98			18	4		2 000	
51 Japanese Organization ... (JOICFP)	12 763	7	55	34	3		1	25	50		7 300	
52 Jessie Smith Noyes Foundation	1 183					100		2	0		855	

Organisation	Montant consacré aux activités de population (en milliers de dollars)	Financement selon la source							Équivalent personnel à plein temps			Budget 1992 (en milliers de dollars)
		CM	FG	NU	DP	FD	VS	Siège	Hors Siège			
53 John Snow, Inc. (JSI)	30 000*		95	5				25	25		15 000	
54 MacArthur Foundation, John D. and Catherine T.	18 100				100			5	2		10 860	
55 Institut de développement des macrosystèmes	15 000		95			5		40	0		8 000	
56 Management Sciences for Health (MSI)	11 000*		95			5		25	5		6 000	
57 Marie Stopes International	9 228		80		20			12	200		4 000	
58 Mellon Foundation, Andrew W.	13 868					100		1	0		7 050	
59 National Audubon Society	500*							4	0		516	
60 National Centrum voor Ontwikkelingssamenwerking												
61 National Council for International Health	600				50						100	
62 Organisation internationale pour le progrès industriel, spirituel et culturel	210		45	27	28			0	0		100	
63 Organization of Islamic Capitals and Cities	2 000*		56		29	15		3	3		1 000	
64 Oxfam	15 000*		16		43	31	10	3.5			8 253	
65 Pan African Institute for Development	13 000*		14		72		14	8	42		5 335	
66 Association parlementaire pour la coopération euro-arabe												
67 Partners of the Americas	240											
68 Pathfinder International	33 734		91		9	100		66	79		21 000	
69 Population Action International (ex-Pop. Crisis Committee)	7 278			7	83	10		28	0		4 091	
70 Population Communications	1 500				25	75		3	0		500	
71 Population Communications International (PCI)	1 682			3	97			5	2		1 181	
72 Population Concern	741		56	1	24	19		0	9		514	
73 Population Council, The	74 000		52	7	29	12		198	108		40 000	
74 Population Institute, The	2 414			20	80			11	3		1 400	
75 Population Reference Bureau (PRB)	6 100		4	42	1	28	6	30	0		4 000	
76 Population Resource Centre	1 700				100			4	0		700	
77 Population Services International	23 453		94			6		8	500		15 990	
78 Programme for Appropriate Technology in Health (PATH)	15 273		28	46	26			96	18		7 118	
79 RAND Population Center	2 000*		80		20			15	5		1 000	
82 Salvation Army, The												
83 Save the Children	5 103			2	19	3						
84 Sierra Club	250		99			1		2.5	0		250	
85 Simon Population Trust, The						100						
86 Société internationale pour le développement	250		2	25	70		3	1.5	0		90	
87 Transnational Family Research Institute (TFRI)	200		80		20			2	25			
88 Union des cités capitales ibéro-américaines	600		80		20			9			500	
89 Unitarian Service Committee of Canada			56		40	4						
90 University Research Corporation	2 835		x	x								
91 World Assembly of Youth (WAY)	600*		10	20	50	10	10	1	3		300	
92 World Association of Girl Guides and Girl Scouts												
93 World Conservation Union (IUCN)	1 831											

Organisation	Montant consacré aux activités de population (en milliers de dollars)	Financement selon la source							Équivalent personnel à plein temps			Budget 1992 (en milliers de dollars)
		CM	FG	NU	DP	FD	VS	Siège	Hors Siège			
94 World Council of Indigenous Peoples	600*	30	50	..	15	..	5	2	2	5	400	
95 World Federation for Mental Health	..	..	..	..	..	..	..	2	2	0	..
96 Fédération mondiale des femmes méthodistes	..	75	..	20	..	5	..	..	..	..	..
97 Association médicale mondiale	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
98 Organisation mondiale du mouvement scout	1 400	55	..	3	22	17	3	2	2	5	..	
99 World Org. of the Ovulation Method/Billings (WOOMB Int'l)	120	..	40	..	50	..	10	..	..	..	..
100 World Population Society (WPS)	100	..	..	..	..	90	10	4	4	0	50
101 World Resources Institute (WRI)	300	..	..	..	..	..	..	2	2	2	150
102 Union mondiale des organisations féminines catholiques	..	..	..	..	..	..	..	0	0	0	..
103 Worldview International Foundation	100	..	100	..	..	..	..	0	0	2	220
104 Zero Population Growth	4 000*	42	..	..	54	..	4	25	25	2	2 000
Total	657 298							1 291,1	1 568,2		376 481	

Notes : Deux points (..) indique que l'organisation n'a pas fourni de données au titre de cette rubrique.

Une astérisque (*) signifie qu'il s'agit d'un montant estimatif (généralement le double du montant communiqué quand on peut présumer que celui-ci concerne une année civile et non pas l'ensemble de l'exercice biennal 1990-1991).

Financement selon la source : BC, budget ordinaire; CM, cotisations de membres; FG, fonds gouvernementaux; NU, Nations Unies; DP, dons privés; FD, fonds de dotation; VS, vente de services. Pour les noms complets des organisations, voir annexe I.

Annexe III
ACTIVITÉS RELATIVES À LA POPULATION MÈNÉES PAR LES ORGANISATIONS PAR SECTEURS ET FONCTIONS
DU PLAN D'ACTION MONDIAL SUR LA POPULATION

Organisation	Secteurs du Plan d'action mondial										Fonctions du Plan d'action mondial									
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)	T	(j)	(k)	(l)	(m)	(n)	(o)	(p)	T		
<u>Organisations intergouvernementales</u>																				
1		x	x	x												x	x			
2																				
3																				
4	50	5	10	10	10		20	5	100	70					20	10	100			
5							100		100	5	5	70	5	5	5	5	100			
6		4	7		42	42	3		100	70					30	1	100			
7	x	x																		
8	79	1					20		100		10				90		100			
9							100		100			10		85	5		100			
<u>Organisations non gouvernementales</u>																				
1	20		10	10	30	30			100			10		60	30		100			
2		10	5	5	5	75			100	30					50	20	100			
3					40	60			100					90	10		100			
4																				
5																				
6					40	60			100			10		60	30		100			
7		2	8			90			100	3	10		5	60	20	2	100			
8																				
9						100			100			100					100			
10	10	10	5		5	70			100	20	5			40	30	5	100			
11	10	10			10	70			100	5	5	50	20	15	5		100			
12																				
13	35	5			25	25	10		100			25	50	25			100			
14	10	10	15	15	10	10	10	10	100						60	40	100			
15	30	50				20			100											
16						100			100			100					100			
17						100			100			68					100			
18						100			100	60	16			10	14		100			
19			1			99			100			100					100			
20																				
21																				
22	x	x	x				x	x	100											
23						100			100					34	33	33	100			
24	25	15	10	5	15	15	5	5	100	25	25				25	25	100			
25	x		x	x		38			100	x		38		x	6		100			
26	39	24			21	16			100	25		38	17	20			100			

Organisation	Secteurs du Plan d'action mondial													Fonctions du Plan d'action mondial						
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)	T	(j)	(k)	(l)	(m)	(n)	(o)	(p)	T		
27 Inter-American Statistical Institute	—	—	—	—	—	—	—	—	100	100	—	—	—	—	—	100	—	100		
28 International Association of Gerontology (IAG)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	15	15	10	15	15	15	15	100
29 International Catholic Committee of Nurses (CIC/AMS)	x	x	x	x	x	x	x	x	x	100	x	x	x	x	x	x	x	100		
30 International Confed. of Christian Family Movements	x	x	—	—	—	—	—	—	—	100	x	—	—	—	—	—	x	100		
31 International Confederation of Midwives	—	5	—	—	80	15	—	—	—	100	—	—	—	—	55	20	10	100		
32 International Council of Management ... (ICOMP)	—	30	70	—	—	—	—	—	—	100	..	..	..	..	..	..	..	..
33 International Fed. for Family Life Promotion (IFFLP)	—	3	—	—	—	97	—	—	—	100	2	5	75	—	12	—	6	100		
34 Fédération internationale des associations de personnes âgées (FIAPA)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
35 International Fed. of Gynecology and Obstetrics (IFGO)	—	x	—	—	x	x	—	—	—	100	—	—	—	—	—	x	—	100		
36 Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge	15	10	3	2	25	15	10	17	2	100	—	5	15	15	40	15	10	100		
37 International Federation on Ageing	15	25	—	—	10	—	15	15	20	100	20	—	—	—	—	50	30	100		
38 International Geographical Union	10	—	—	10	20	—	30	20	10	100	80	—	—	—	—	20	—	100		
39 International Health Society	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
40 Internat'l Institute for Applied Systems Analysis (IIASA)	60	—	—	20	—	—	—	10	10	100	80	—	—	—	20	—	—	100		
41 International Institute for Vital Registration and Statistics	—	—	—	—	50	50	—	—	—	100	100	—	—	—	—	—	—	100		
42 Organisation internationale des sciences chimiques pour le développement	—	—	—	—	—	100	—	—	—	100	100	—	—	—	—	—	—	100		
43 International Planned Parenthood Federation (IPPF)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
44 International Projects Assistance Services (IPAS)	—	—	—	—	75	25	—	—	—	100	20	—	—	5	50	20	5	100		
45 International Research Institute for Reproduction	..	..	..	..	..	x	..	..	..	100	..	..	x	..	..	..	..	100
46 International Social Security Association	—	—	—	—	100	—	—	—	—	100	..	..	..	..	..	..	..	..
47 International Statistical Institute (ISI)	20	20	5	5	20	20	5	5	5	100	15	—	—	—	10	65	10	100		
48 International Union... (IUSSP)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
49 Union internationale des organismes familiaux	5	5	25	—	35	30	—	—	—	100	10	5	20	15	10	30	10	100		
50 International Women's Health Coalition	—	—	—	—	100	—	—	—	—	100	1	—	80	—	5	4	10	100		
51 Japanese Organization... (JOICFP)	20	20	30	—	20	10	—	—	—	100	..	..	..	..	..	..	..	..
52 Jessie Smith Noyes Foundation	5	5	5	5	5	75	—	—	—	100	4	3	80	—	10	3	—	100		
53 John Snow, Inc. (JSI)	x	x	—	—	—	—	—	—	—	100	..	..	..	..	..	..	..	..
54 MacArthur Foundation, The John D. and Catherine T.	—	—	—	—	40	60	—	—	—	100	80	—	—	—	—	20	—	100		
55 Institut de développement des macrosystèmes	—	—	—	—	—	100	—	—	—	100	10	10	—	—	60	20	—	100		
56 Management Sciences for Health (MSI)	x	x	x	x	x	x	x	x	x	100	—	—	80	10	10	10	—	100		
57 Marie Stopes International	50	—	8	—	42	—	—	—	—	100	48	—	5	2	34	11	—	100		
58 Mellon Foundation, Andrew W.	70	10	20	—	—	—	—	—	—	100	30	—	—	—	10	30	30	100		
59 National Alubodon Society	x	x	x	x	x	x	x	x	x	100	x	x	—	—	—	—	x	100		
60 National Centrum voor Ontwikkelingssamenwerking	33	67	—	—	—	—	—	—	—	100	—	—	—	—	—	100	—	100		
61 National Council for International Health	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
62 Organisation internationale pour le progrès industriel, spirituel et culturel	80	—	—	—	20	—	—	—	—	100	10	20	10	—	20	40	—	100		
63 Organization of Islamic Capitals and Cities	x	x	—	—	x	x	—	x	—	100	..	..	..	..	..	..	..	..
64 Oxfam	70	15	—	5	—	10	—	—	—	100	—	10	—	10	70	10	—	100		
65 Pan African Institute for Development	—	x	—	—	—	—	—	x	—	100	..	..	..	..	..	..	..	..
66 Association parlementaire pour la coopération euro-arabe	—	x	—	—	—	—	—	—	—	100	..	..	..	..	..	..	..	..
67 Partners of the Americas	—	50	—	—	—	50	—	—	—	100	—	—	—	25	50	25	—	100		

Organisation	Secteurs du Plan d'action mondial													Fonctions du Plan d'action mondial						
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)	T	(j)	(k)	(l)	(m)	(n)	(o)	(p)	T		
68 Pathfinder International	..	16	20	20	2	..	2	2	2	..	..	5	80	—	10	—	5	100
69 Population Action Internat ¹ (ex-Pop. Crisis Committee)	..	16	20	20	2	..	2	2	2	100	..	..	30	—	—	35	35	100
70 Population Communications International (PCI)	30	—	20	—	—	50	—	—	—	100	..	..	25	—	—	25	50	100
71 Population Communications International (PCI)	25	25	—	25	—	25	—	—	—	100	..	..	—	—	25	65	—	100
72 Population Concern	x	x	—	—	x	—	—	—	—	100	..	..	—	—	x	x	x	100
73 Population Council, The	1	2	4	1	2	87	1	1	1	100	..	..	—	—	8	4	2	100
74 Population Institute, The	x	x	x	x	x	x	x	x	x	100	..	..	—	—	—	50	50	100
75 Population Reference Bureau (PRB)	15	5	20	15	5	15	10	5	10	100	..	..	—	—	5	50	25	100
76 Population Resource Centre	15	10	10	10	10	15	10	10	10	100	..	..	—	—	—	100	—	100
77 Population Services International	—	—	—	—	—	100	—	—	—	100	..	..	75	—	—	25	—	100
78 Progr. for Appropriate Technology in Health (PATH)	—	—	—	—	—	100	—	—	—	100	..	..	—	—	40	40	—	100
79 RAND Population Center	20	5	5	5	25	25	5	5	5	100	85	5	—	—	10	—	—	100		
80 Research Triangle Institute (RTI)	10	10	30	—	10	25	5	5	5	100	30	30	—	—	10	10	20	100		
81 Rockefeller Foundation, The	—	5	15	—	—	80	—	—	—	100	30	—	—	—	70	—	—	100		
82 Salvation Army, The	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
83 Save the Children	—	25	—	—	25	25	—	—	—	100	5	10	25	25	15	20	—	100		
84 Sierra Club	50	—	—	—	—	50	—	—	—	100	..	..	..	..	..	..	..	..
85 Simon Population Trust, The	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
86 Société internationale pour le développement	25	70	5	—	—	—	—	—	—	100	..	..	..	..	..	..	..	..
87 Transnational Family Research Institute (TFRI)	—	20	20	—	—	60	—	—	—	100	80	—	—	—	—	20	—	100		
88 Union des cités capitales ibéro-américaines	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
89 Unitarian Service Committee of Canada	x	x	x	x	x	x	x	x	x	100	..	..	x	—	—	x	x	100
90 University Research Corporation	—	11	22	12	22	33	—	—	—	100	25	10	25	10	10	10	10	100		
91 World Assembly of Youth (WAY)	40	10	—	10	—	40	—	—	—	100	20	—	—	20	30	30	—	100		
92 World Association of Girl Guides and Girl Scouts	x	x	x	x	x	x	x	x	x	100	—	—	—	—	x	x	x	100		
93 World Association of Indigenous Peoples	15	20	10	20	—	5	15	—	15	100	30	40	—	—	20	10	—	100		
94 World Council of Indigenous Peoples	60	20	—	—	—	—	10	—	10	100	10	10	20	10	20	15	15	100		
95 World Federation for Mental Health	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
96 Fédération mondiale des femmes méthodistes	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
97 Association médicale mondiale	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
98 Organisation mondiale du mouvement scout	x	—	—	—	x	x	x	x	x	100	..	..	..	x	x	x	x	100
99 World Org. Ovulation Method/Billings (WOOMB Int'l)	—	10	—	—	10	80	—	—	—	100	10	5	20	15	30	20	—	100		
100 World Population Society (WPS)	x	x	x	x	x	x	x	x	x	100	..	..	..	..	..	x	x	100
101 World Resources Institute (WRI)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	x	x	100
102 Union mondiale des organisations féminines catholiques	x	—	—	—	—	—	—	—	—	100	..	..	..	..	..	..	..	..
103 Worldview International Foundation	60	30	10	—	—	—	—	—	—	100	..	..	..	..	..	..	..	..
104 Zero Population Growth	15	15	15	25	15	15	15	15	15	100	..	..	..	..	..	..	..	..

a) développement socio-économique, environnement et population; b) rôle et condition de la femme; c) politiques démographiques; d) accroissement de la population; e) morbidité et mortalité; f) procréation, formation des familles et condition de la femme; g) répartition de la population et migration interne; h) migration internationale; i) structure de la population; j) recherche, rassemblement et analyse des données sur la population; k) études d'évaluation; l) fourniture directe de services; m) conseils et orientations; n) formation; o) diffusion, communication; p) sensibilisation du public.

Pour le nom complet des organisations, voir annexe I.